

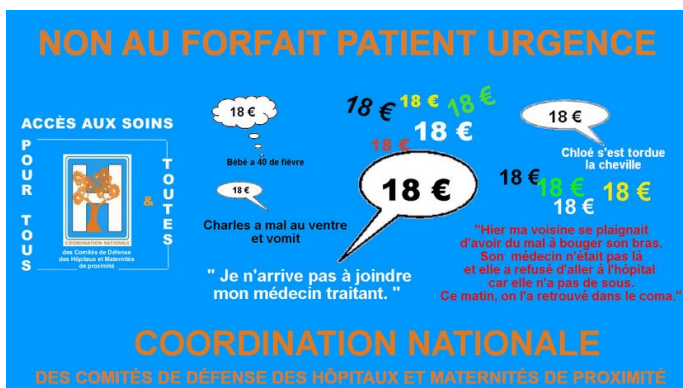
Édito :

Le gouvernement multiplie les freins à l'accès aux soins pour toutes et tous partout ! L'hôpital public se désagrège avec un laisser-faire manifeste du gouvernement, satisfait de cette casse du service public au profit des établissements privés sous la coupe des fonds de pension.

Saluons les mobilisations, en plein été, des populations, à Sarlat, à Luçon : elles ont tout le soutien de la Coordination.

Avec la vaccination obligatoire pour les soignants et le pass sanitaire, le gouvernement a réussi le tour de passe-passe de déplacer les mobilisations sur un champ douteux : ce n'est pas la vaccination qu'il faut combattre, dont l'intérêt est scientifiquement prouvé (comme en témoigne tristement l'explosion de l'épidémie en Martinique et en Guadeloupe chez des jeunes non vaccinés) mais le contrôle social et les atteintes aux droits du travail que le gouvernement en profite pour installer !

Il cherche aussi à masquer les difficultés de la vaccination : Christophe Prudhomme rapporte sur sa page Facebook, que si un médecin de l'hôpital Avicenne convainc un patient de se faire vacciner, il ne peut passer à la pratique, faute de vaccin !



NON AU FORFAIT PATIENT URGENCE

ACCÈS AUX SOINS POUR TOUS & TOUTES

18 €
Bébé a dû de fièvre

18 €
Charles a mal au ventre et vomit

18 €
Chloé s'est tordue la cheville

18 €
"Hier ma voisine se plaignait d'avoir du mal à bouger son bras. Son médecin n'était pas là et elle a refusé d'aller à l'hôpital car elle n'a pas de sous. Ce matin, on l'a retrouvée dans le coma."

"Je n'arrive pas à joindre mon médecin traitant."

COORDINATION NATIONALE
DES COMITÉS DE DÉFENSE DES HÔPITAUX ET MATERNITÉS DE PROXIMITÉ

Et à faire oublier la mise en place prochaine du Forfait Patient Urgence, qui devra être payé par tous les patients, se présentant dans un service d'urgence sans que cela ne soit suivi d'hospitalisation : une mesure discriminatoire pour toutes celles et ceux qui n'ont pas accès à un médecin généraliste en urgence, ou qui ont besoin de soins que ceux-ci ne pratiquent pas, sans parler des risques sanitaires majeurs en freinant des consultations devant des symptômes pouvant traduire une affection grave.

Devant le succès de la pétition contre ce Forfait Patient Urgence que certains de nos comités ont fait signer sur les marchés, devant les hôpitaux... elle est maintenant en ligne : [signez là, partagez la !](#)

Michèle Leflon

Sommaire :

- **L'écho des comités : page 2**
- **Autres infos locales : page 3**
- **Dossiers : page 3**
 - Psychiatrie
 - Mal-être des sage-femmes
 - Pass sanitaire : réactions
 - Vaccins
- **Culture et santé : page 4**

L'écho des comités :

LUÇON - 85

La mobilisation ne faiblit pas

300 personnes étaient de nouveau rassemblées ce vendredi 13 août pour défendre les urgences et le SMUR 24h/24 et 365 jours par an.

Prochain rassemblement vendredi prochain

[Plus d'infos sur le site de la Coordination](#)



SUD YVELINES – 78

Si la généralisation de la vaccination est une priorité nécessaire pour combattre la pandémie, des études montrent que la couverture vaccinale est insuffisante dans les banlieues, les campagnes ainsi que dans les quartiers défavorisés dans lesquels les jeunes sont moitié moins vaccinés que dans les quartiers aisés.

L'État n'a pas fait son travail, en ne donnant pas les moyens nécessaires à l'hôpital public, en ne commandant pas suffisamment de vaccins à temps, en n'accompagnant pas suffisamment un public fragile et défavorisé pour une couverture de tous quel que soit le statut social. Heureusement que les collectivités locales ont participé activement à la vaccination !

[Déclaration du Collectif Hôpital Santé Publique](#)

SARLAT – 24

Notre vigilance est indispensable

Grâce à la réactivité du comité (qui a donné l'alerte dès le lendemain et mis en ligne le texte de la pétition sur change.org), des syndicats, du personnel de l'hôpital, des élus et de la population, des solutions ont été trouvées.

L'importance du nombre de signatures obtenues en témoigne (à ce jour plus de 5 000 en seulement trois semaines), et on peut affirmer que les urgences fonctionneront correctement au mois d'août.

Mais à quel prix !

[Le tract du 12 avril](#)

Autres infos locales :

MARTINIQUE

Des soignants "submergés" contraints d'exercer la médecine de guerre

[L'article de France -info du 12/08/2021](#)

Dossier :

PSYCHIATRIE

**Le gouvernement organise les assises de la santé mentale les 27 et 28 septembre
Réactions et appels à mobilisations**

[Le communiqué de la fédé Sud Santé Sociaux](#)

Pourquoi la néopsychiatrie ne veut-elle plus prendre en charge les malades chroniques ?

[Un texte de Pierre Delion](#)

LE MAL ÊTRE DES SAGE-FEMMES

[Article de France-info du 12 août](#)

PASS SANITAIRE : RÉACTIONS

[Le communiqué du SPH](#)

[Le communiqué de la CGT Santé Action Sociale](#)

VACCINS

La commission européenne ne veut pas de la lever des brevets

Mme Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne a enfin répondu à la lettre cosignée par de nombreuses organisations, envoyée le 2 avril 2021, demandant de lever les brevets pour les produits médicaux Covid-19.

Dans ce courrier (en anglais)

- La Commission européenne maintient sa position en faveur du partage volontaire, et si cela n'est pas possible, elle utilise les mécanismes existants tels que les flexibilités ADPIC, y compris les licences obligatoires. Elle encourage les partenariats public-privé à cet égard.

- En ce qui concerne les négociations avec l'OMC, elle mentionne la nécessité de "clarifier et de faciliter les flexibilités de l'accord sur les ADPIC relatives aux licences obligatoires" et reste engagée à "explorer toutes les options" dans un dialogue ouvert avec les membres de l'OMC.

Culture et santé :

Buena Vista Social Club 'Chan Chan' at Carnegie Hall

« Toutes les infos sur le site de la Coordination Nationale »

<http://coordination-defense-sante.org/>



COORDINATION NATIONALE

COORDINATION NATIONALE des Comités de Défense des Hôpitaux et Maternités de Proximité

(Fondée à Saint Afrique en avril 2004)

Siège social : 1 rue Jean Moulin 70200 LURE

Adresse postale : Chez JL Landas - 26 rue Gambetta – Avenue Mich – 44000 Nantes

SIREN : 503 711 988 - SIRET : 503 711 988 00025

Association agréée - Arrêté du 06/06/2018 - N2017RN0146

Site : <http://coordination-defense-sante.org/> Facebook <https://www.facebook.com/Coordinationdefensesante>

Contact : cda12550@coordination-defense-sante.org

Présidente : Michèle LEFLON michele.leflon@orange.fr

Adresse : 34 Rue de la Porte de Bourgogne – 08000 Charleville-Mézières - Tél 06 08 93 84 93

Secrétaire : Rosine LEVERRIER boudchoum@wanadoo.fr

Adresse : 5 Rue Barbey d'Aurévilly – 14500 VIRE - Tél 02 31 67 07 54 - 06 41 29 08 02

Trésorier : Jean-Luc LANDAS jeanluc.landassfr.fr

Adresse : 26 rue Gambetta – Avenue Mich – 44000 Nantes – Tél : 07 50 45 06 87